

Communiqué conjoint

A. 6 2

Deuxième réunion du Comité ministériel
 canado-japonais
Ottawa, le 26 septembre

La deuxième réunion du Comité ministériel canado-japonais a eu lieu à Ottawa les 25 et 26 septembre 1963.

Représentaient le Japon: M. Munenori Akagi, ministre de l'Agriculture et des Forêts; M. Kakuei Tanaka, ministre des Finances; M. Hajime Fukuda, ministre des Echanges internationaux et de l'Industrie; M. Shigenobu Shima, vice-ministre des Affaires étrangères; M. Nobuhiko Ushiba, ambassadeur du Japon au Canada.

Représentaient le Canada: M. Paul Martin, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures; M. Walter L. Gordon, ministre des Finances; M. Mitchell M. Sharp, ministre du Commerce; M. Harry Hays, ministre de l'Agriculture; M. H. J. Robichaud, ministre des Pêcheries; M. R. Bower, ambassadeur du Canada au Japon.

Les ministres des deux pays ont échangé des vues sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, notamment la situation mondiale après la signature du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires et la situation en Asie. Vu que le Japon et le Canada ont conjugué leurs démarches pour obtenir la cessation des essais nucléaires, les ministres se sont dits heureux de la signature du récent traité. Le Comité a exprimé l'espoir que, grâce à une collaboration étroite, les nations libres poursuivent leurs efforts pour diminuer la tension internationale, par des mesures propres à prévenir les attaques par surprise et à réaliser le désarmement général et complet, assorti d'une vérification internationale efficace. Il a manifesté de l'inquiétude quant à la situation instable en Asie et a décidé d'un commun accord que le Japon et le Canada, pays voisins par-delà le Pacifique, travailleraient encore à la stabilité et au bien-être social de cette partie du monde. Les ministres ont aussi réaffirmé leur conviction que les

Nations Unies continueraient de jouer un rôle important dans la solution des problèmes internationaux. Ils ont exprimé l'espoir qu'à la session de l'Assemblée générale en cours, on prendrait des mesures pour améliorer la situation financière de l'Organisation.

Le Comité a examiné d'autre part les problèmes économiques mondiaux d'un intérêt commun pour le Japon et le Canada. Les ministres des deux pays sont d'accord pour attacher une grande importance aux négociations commerciales multilatérales qui auront lieu prochainement dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Ils ont fait un tour d'horizon des relations commerciales de leurs pays respectifs avec les autres pays. En ce qui concerne le développement actuel des exportations canadiennes de blé, les ministres ont tenu à rappeler l'importance du Japon en tant que l'un des marchés les plus stables du blé canadien. Les ministres canadiens ont exprimé leur satisfaction de voir le Japon faire désormais partie de l'Organisation de coopération et de développement économique. Les ministres japonais ont remercié le gouvernement canadien d'avoir appuyé la candidature du Japon à l'OCDE. Les ministres des deux pays ont exprimé l'espoir que la coopération entre le Japon et le Canada serait renforcée par leur participation commune à cette organisation.

Le Comité a souligné qu'il importe que se poursuivent les efforts internationaux visant à aider les pays peu développés à se développer économiquement; à ce sujet, les ministres ont fait état de leurs programmes d'aide respectifs. Ils ont déclaré attacher une importance particulière à l'accroissement des possibilités d'échanges commerciaux des pays en voie de développement.

Le Comité a eu de longs entretiens sur les relations commerciales et économiques entre les deux pays. Il a noté l'importance de leur commerce réciproque et a reconnu que les perspectives d'expansion nouvelle d'échanges commerciaux mutuellement avantageux étaient bonnes. Il a souligné que le Japon aurait une meilleure chance d'accroître ses ventes au Canada du fait de la diversification

des produits, notamment de ceux qui n'entreront pas en concurrence avec ceux du Canada. Il a également pris note des progrès accomplis dans le programme japonais de libéralisation des importations et s'est réjoui des avantages qui pourront en résulter par les ventes du Canada. Le Comité a reconnu en outre que des entreprises communes de placements dans les affaires peuvent contribuer à établir des liens commerciaux plus étroits.

Le Comité a reconnu que l'on devrait améliorer encore les méthodes de négociation relatives aux restrictions imposées à certaines exportations japonaises au Canada afin que ces négociations soient moins longues.

Les ministres des deux pays ont donné un aperçu de la situation et des perspectives économiques dans leur pays. Ils ont exposé la ligne de conduite que suivent leurs gouvernements pour favoriser l'essor économique.

Les ministres des deux pays ont échangé des vues quant aux problèmes des pêches, et ont acquis une meilleure connaissance des positions essentielles de leurs gouvernements respectifs quant à la conservation et à la mise en valeur des pêcheries.

Le Comité dit voir d'un bon oeil les prochains entretiens que le Canada et le Japon doivent avoir à Ottawa pour en venir à un accord supprimant la double imposition. Ses membres ont manifesté l'espoir que cet accord soit conclu dans un avenir prochain et qu'il serve à renforcer les relations économiques entre les deux pays.

Les ministres des deux pays se sont dits satisfaits de l'apport que constituent les réunions du Comité pour une meilleure entente entre le Japon et le Canada.

Le Comité a accepté l'invitation que lui a faite le gouvernement japonais de tenir sa prochaine réunion à Tokyo.